

APPLICATION DES TARIFS DE RÉFÉRENCE

«Une décision politique»

«L'application du tarif de référence de remboursement des médicaments est une décision politique», annonçait hier le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, en marge de la journée d'information sur les tarifs de référence de remboursement des médicaments. L'Etat ne supporterait plus la prise en charge de médicaments très onéreux, importés et sans valeur ajoutée, sur des ressources collectives.

Wassila Zegtitouche - Alger (Le Soir) - Le tarif de référence est la régulation de l'économie de marché du médicament, certifiait Louh dans son intervention.

En fait, l'instauration de ces tarifs de référence de remboursement des médicaments viserait essentiellement, selon lui, à assurer les mêmes traitements aux citoyens au moindre coût. Cette «politique» consiste en la sélection d'une liste de médicaments, actuellement au nombre de 1 000 marques, enregistrés en

Algérie et remboursables sur la base de leur service médical, en la promotion du médicament générique ainsi que la lutte contre les abus et fraudes, par un arsenal juridique spécifique.

Ce nouveau mode sert à limiter les dépenses de remboursement du médicament, sans restreindre le champ de prise en charge des traitements utiles, explique-t-on. Ainsi, pour la nouvelle liste des médicaments soumis aux tarifs de référence, des mesures d'accompagne-

ment de mise en œuvre de ces tarifs devraient exister, estime le D^r Bourkaïb, DG de la Sécurité sociale au MTESS, avec l'instauration de mesures incitatives envers les pharmaciens d'officine et envers les médecins traitants. Le souci premier du ministère est de «rationaliser les dépenses pour préserver le secteur de la sécurité sociale». Cela demeure insuffisant, d'où la nécessité de rechercher «une diversification des sources de financement de la sécurité sociale». A ce sujet, le ministre a annoncé «qu'une commission a été installée, afin de trouver d'autres sources de financement pour la sécurité sociale». Aussi, par l'application de ces tarifs de référence, le gouvernement tend à encourager l'investissement local dans l'industrie pharmaceutique. D'ailleurs, «des décisions seront prises dès les semaines à venir», dans ce sens, a

certifié Louh. Et d'ajouter que la concurrence est ouverte à tout le monde. Ceci permettrait, selon Louh, la création de plusieurs postes d'emploi.

Il convient de noter, qu'après introduction des tarifs de référence, les estimations montrent un relèvement significatif de l'utilisation des génériques à près de 30%. Des baisses spectaculaires ont touché les coûts de certains médicaments pour les maladies chroniques, tel l'Amlor, qui enregistre une baisse de 500 DA. Enfin, Louh certifie que les derniers tarifs de référence vont booster le développement de la fabrication nationale, spécialement celle de Saidal.

Les pharmaciens «satisfaits»

Le Syndicat des pharmaciens d'officine, présent à cette journée d'information, s'est montré satisfait

des mesures prises par le ministère. «Nous sommes satisfaits de la réforme du décret portant conventionnement des pharmaciens d'officine et des organismes de sécurité sociale», a assuré M. Belambri, représentant du syndicat.

Ce dernier réclame l'officialisation du principe des commissions paritaires, la révision des délais et garanties de paiement, qui est l'un des principaux points à considérer dans les conventions, sans parler des nombreuses propositions en rapport avec la dédomiciliation et le fait de cadrer les modalités de résiliation entre pharmaciens et l'organisme de sécurité sociale.

La révision du décret relatif aux marges bénéficiaires, datant des années 1990, s'impose, car il n'est plus adapté à la politique actuelle adoptée en matière de médicaments.

«Ce dossier est actuellement entre les mains du président de la République et sera révisé en faveur des pharmaciens d'officine», a expliqué M. Belambri.

Selon notre interlocuteur, le syndicat aurait reçu, à ce propos, «des assurances de la part des ministères du Travail, de la Santé et du Commerce».

W. Z.

Intervenant hier sur les ondes de la radio nationale, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Rachid Benaïssa, augure d'une bonne campagne agricole en raison des pluies importantes qui ont intéressé plusieurs régions du pays.

F.Zohra B. - Alger (Le Soir) - Invité de l'émission Tahaoulet de la radio Chaîne I, Rachid Benaïssa a déclaré que l'importante pluviométrie redonne espoir aux agriculteurs après la période de sécheresse vécue l'année passée et qui a conduit à la baisse de la production.

«Nous avons de ce fait pris des dispositions pour encourager et accentuer le travail des agriculteurs pour une exploitation maximum des terres agricoles», a déclaré M. Benaïssa précisant que son secteur encouragera l'irrigation complémentaire. Il annoncera ainsi que de meilleurs résultats dans la production agricole sont attendus pour le

printemps prochain. Pour ce qui est du Plan national du développement agricole, le ministre précisera que dans ce cadre, 1 100 000 emplois ont été créés dans une période de huit années alors que 5000 parcelles de terres ont été revalorisées.

L'invité de la radio assurera par ailleurs qu'il est urgent de recentrer les interventions en vue d'assurer la sécurité alimentaire de la population. Abordant la question de la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA), le ministre a déclaré qu'initialement elle est devenue une banque après le changement de ses statuts.

«Il s'est avéré par la suite que ses initiateurs n'ont pas pu la gérer en tant que banque. Actuellement, nous attendons que la Banque d'Algérie désigne un administrateur.

Ce dernier devra trancher et dire si cette SPA a des possibilités d'avenir ou si elle reviendra à ses anciennes prérogatives. Actuellement, nous attendons les résultats», a expliqué le ministre. Rachid Benaïssa assurera par ailleurs, concernant les produits alimentaires de grande consommation

comme le lait et la pomme de terre, que l'état a opté pour l'encouragement pour le stockage. Cette opération se poursuivra et sera élargie, a souligné le ministre. Pour ce qui est du foncier agricole, l'intervenant a précisé que l'arsenal juridique est clair et a dénoncé encore une fois les abus constatés sur ces terres.

«La loi est sévère concernant les agressions sur les terres agricoles et toute intervention doit être effectuée dans les règles. Nous avons à cet effet procédé à la création de l'Office national des terres agricoles», a souligné le ministre.

Les contrevenants sont ainsi passibles d'une peine de cinq ans de prison ferme et d'une amende allant de 100 000 à 500 000 DA, selon l'article 87 du texte réglementaire discuté récemment à l'APN.

Rachid Benaïssa annoncera en outre l'accompagnement des habitants des zones rurales et la mise sur pied de 6200 projets de proximité dans le cadre du développement rural.

F.-Z. B.

PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT RURAL INTÉGRÉ

Décalage entre le discours officiel et la réalité du terrain

Le programme de développement rural intégré (PDRI), destiné à la femme rurale et piloté par le ministère de l'Agriculture, peine à avancer sur le terrain. Les représentantes de diverses associations de la femme rurale ont dressé un bilan peu reluisant de la situation dramatique que vivent les femmes dans ces zones reculées de l'Algérie.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - Plus de 6 000 projets, destinés à une population rurale de 2,5 millions de ménages, ont été inscrits par l'Etat dans le cadre du programme de développement rural intégré, a déclaré hier le ministre de l'Agriculture, Rachid Benaïssa, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la femme rurale qui coïncide avec le 15 octobre de chaque année. Selon la conseillère du ministre, M^{me} Fatiha Djahiche, il y a 1 129 projets lancés, 433 validés et 8 seulement qui sont clôturés. L'ensemble du programme qui s'étale de 2007 à 2013 et touchera 457 daïras, soit 1 127 communes à travers l'ensemble du territoire national.

Les ambitions de Rachid Benaïssa ne semblent, toutefois, pas trouver un écho favorable de la base. Son discours rassurant et encourageant est, en effet, contredit par les représentantes de diverses associations de la défense et de la promotion

de la femme rurale qui ont été invitées à la fête d'hier, organisée à l'Institut national de la vulgarisation agricole d'Alger. Une intervenante de Chlef a dénoncé les comportements bureaucratiques des responsables locaux qui les empêchent de bénéficier, sans difficulté, de ce programme. Les affinités partisans jouent aussi leur rôle dans le travail de marginalisation des centaines femmes qui se battent pour améliorer leur quotidien et celui de leurs familles, alerte une autre intervenante, écœurée par la persistance de ce genre de pratiques dans les régions isolées.

«A quoi peuvent servir les moyens matériels et financiers, dégagés par l'Etat, si les responsables des collectivités locales ne jouent pas le jeu ?» s'interroge une autre femme, agricultrice à Sétif, qui affirme aussi que l'administration locale refuse d'exécuter les décisions de justice qui a tranché en sa faveur pour l'exploitation d'un forage, réalisé grâce à un crédit qu'el-

le ne peut pas aujourd'hui rembourser. Le calvaire vécu par cette femme n'est qu'un cas parmi d'autres, certaines ne bénéficiant même pas de la Sécurité sociale. Venue de la wilaya de Khenchela, une fabricante de tapis artisanal a profité de l'occasion pour poser le problème de la commercialisation des produits issus du milieu rural. L'ouverture des espaces de promotion et de vente des produits fabriqués par les femmes vivant en milieu rural est des plus nécessaires pour faire du programme de développement rural intégré une réalité, estiment d'autres déléguées des différentes associations, représentant 38 wilayas. Le travail d'information et de vulgarisation des outils et des conditions d'accès à ce programme est relégué au second plan, constate-t-on.

A ce propos, le ministre a été interpellé pour intensifier et généraliser l'organisation de journées d'étude sur ce dispositif, à travers des campagnes d'information et de sensibilisation dans la presse écrite et les médias audiovisuels. Les élus locaux sont aussi appelés à s'impliquer dans un dispositif destiné à diminuer le taux de chômage et à freiner le phénomène de l'exode rural. La ministre déléguée chargée de la Famille et de la

Condition féminine, M^{me} Nouara Djaâfer, a indiqué qu'un programme de formation professionnelle sera lancé à partir du mois de novembre prochain. Ce programme est dispensé aux femmes évoluant dans le milieu rural et leur permettra, selon Nouara Djaâfer, d'accéder aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. Il sert aussi à lutter contre l'analphabétisme qui concerne une grande partie des femmes de ces zones. Mais l'intervention d'une femme, vivant à Tamanrasset, pose des problèmes qui relèvent d'un autre ordre et dont les solutions urgent. Il s'agit, en fait, des difficultés d'accès aux soins, à l'eau et à l'électricité qui ne bénéficient pas à une certaine catégorie de femmes. D'où la nécessité d'adapter les programmes engagés aux besoins exprimés dans chaque zone du pays, souligne-t-on. Un comité préparatoire à la création d'un réseau d'associations national a été mis en place hier, en marge de la rencontre qui a permis aux déléguées des femmes rurales de dire ce que le discours officiel tente de cacher sur les conditions de vie de millions de personnes dans les zones reculées, loin des salons huppés d'Alger.

L. M.

**LE PARC DE
LA TÉLÉPHONIE
MOBILE PASSE
À 26,6 MILLIONS
D'ABONNÉS
Plus de
2,5 millions
de puces
désactivées**

Le parc de téléphonie mobile algérien, tous opérateurs et formules confondus, a atteint, au lendemain de la fin du délai d'identification des cartes SIM, 26 667 867 abonnés, a annoncé l'Agence de régulation de la poste et des télécommunications (ARPT) dans un communiqué de presse parvenu hier à notre rédaction.

De 29 246 642 abonnés avant la fin de l'opération de régularisation, le nombre d'abonnés est passé à 26,6 millions, soit une baisse de plus de 2,5 millions d'abonnés représentant le nombre de puces désactivées.

En détail, l'opérateur Orascom Telecom Algérie (Djezzy) vient en tête avec 13 848 159 abonnés pour la formule prépayée et 643 932 abonnés pour celle du post-payé.

En deuxième position, on retrouve l'opérateur historique Algérie Télécom Mobile (Mobilis) avec 6 738 410 abonnés prépayés et 439 192 abonnés post-payés. Wataniya Telecom Algérie (Nedjma) compte 4 908 154 abonnés prépayés et 90 020 abonnés post-payés.

L'ARPT rappelle que les cartes SIM non identifiées ont toutes été mises hors de service de façon définitive et irrévocable.

Celles-ci représentaient 9% du parc de téléphonie mobile national.

Lotfi M.